

on avait hésité et résisté pendant sept semaines avant de les laisser partir.

Ce mélange de velléités vindicatives et de modération à contre-cœur était la pire des choses et pour le pays et pour le gouvernement lui-même. Il rejetait le premier dans les divisions du passé et multipliait les embarras sous les pas du second. Le parti des rancunes et des représailles, qui avait à peu près abdicé devant l'élan général en faveur de la politique d'amnistie, se reformait et élevait de nouveau la voix. Encouragé et irrité à la fois par le système de demi-rigueurs suivi à l'égard des adhérents de l'empire, il se montrait plus emporté et plus exigeant, à mesure que le président et son ministre reconnaissaient davantage mais trop tard la nécessité d'abandonner la théorie des sévérités à outrance, qui avait aussi été la leur. S'il ne parvenait pas à entraîner le gouvernement aussi loin qu'il l'aurait voulu, il ravivait parmi le peuple les passions mauvaises et attisait la haine contre l'étranger. Le cri de « mort aux traîtres ! » retentissait en plein théâtre. Des journaux, demandaient que tous les traités internationaux fussent déchirés, le Mexique ne devant plus subir l'entrave d'engagements contractés avec aucune puissance. On prétendait dénier à tout ce qui ne portait pas le nom mexicain le droit de passer des contrats ou des marchés, d'ester en justice, en un mot de jouir de la protection des lois ; il fallut un décret pour contre-

balancer les effets de cette propagande d'excommunication. D'autres proposaient l'expulsion des étrangers qui s'étaient mal comportés durant l'intervention et l'empire. Enfin, des intransigeants allaient jusqu'à vouloir que nul Mexicain ne parlât désormais d'autre langue que la sienne et, tombant dans la puérité, comme cela finit par arriver en pareil cas, dénonçaient à l'égal d'un acte de lâche-patriotisme l'habitude de rédiger les menus de dîners en français. L'esprit d'ostracisme et de révolte contre toute influence du dehors ne s'arrêtait même pas devant les Etats-Unis. On repoussait leur patronage comme un danger à peine moins grand pour le Mexique que celui de l'intervention européenne ; on leur reprochait de s'en être tenus à une assistance purement platonique pendant toute la guerre ; on signalait, dans la démarche qu'ils avaient faite à San Luis en faveur de Maximilien, une ingérence exorbitante de leur part et l'indice d'une arrogante prétention à régenter les affaires de la nation mexicaine.

Juarez et son ministre avaient méconnu le premier devoir de tout gouvernement appelé à reprendre la direction d'un pays au sortir d'une crise violente ; ils en portèrent la peine. Ils avaient cru pouvoir se dispenser de trancher la situation par un acte d'amnistie plénière que tout appelait, conseillait et favorisait au moment de leur rentrée dans la capitale ; ils se voyaient maintenant aux prises avec un sentiment public inquiet et sur-

excité, partagé entre le passé et le présent, marchant à des divisions nouvelles parce qu'on n'avait pas su lui ouvrir le chemin de l'apaisement, de la réconciliation et de l'unité. Aux récriminations des exaltés qui voulaient l'impossible, répondaient les amers reproches des modérés contre la persistance de persécutions impolitiques. Parmi ces derniers, les plus indulgents se bornaient à taxer le gouvernement d'étroite obstination et d'aveuglement rancunier; mais d'autres plus sévères, peut-être aussi plus clairvoyants, lui imputaient d'avoir sacrifié de propos délibéré la paix morale qu'il ne tenait qu'à lui de rétablir, aux calculs de son ambition, à ses combinaisons électorales, à une mesquine jalousie contre le général Porfirio Diaz. La formation d'un ministère où l'on n'eût pas même le bon goût d'offrir au vainqueur de Puebla et de Mexico la place que tout lui assignait, fournit bientôt un élément de plus à cette imputation. Une partie considérable de la population montra qu'elle s'y associait, en redoublant de démonstrations enthousiastes partout où se montrait le généreux soldat auquel la capitale devait d'avoir été sauvée du pillage et du massacre. M. Riva Palacio, M. Zamacona et d'autres notabilités du parti libéral manifestèrent leur improbation d'une manière plus directe, en refusant les postes qui leur étaient offerts. Seuls le patriotisme et la modestie du général Diaz empêchaient que son nom ne devînt dès lors le drapeau d'une opposi-

tion organisée et qui n'eût reculé devant rien. « Personne — disait un journal — n'a cessé de rendre justice au gouvernement; mais on voit que les arcs de triomphe sont à terre, que l'apothéose est finie et que le prestige s'évanouit. »

Le 17 août parut enfin le décret appelant les électeurs à nommer les membres de la chambre des députés, en même temps que le président de la république et les magistrats de la cour suprême. On l'attendait depuis un mois et le retard apporté à sa promulgation n'était pas un des moindres griefs de l'opinion publique contre les hommes qui prolongeaient au-delà de toute nécessité l'exercice de facultés dictatoriales qui n'avaient plus raison d'être. Loin d'apaiser les mécontentements, l'apparition de ce document les porta à leur comble. Il ne laissait plus de doute sur l'intention de Juarez et de M. Lerdo de se perpétuer au pouvoir. Les élections primaires étaient fixées au 22 septembre, le vote pour l'élection présidentielle au 8 octobre; la réunion du congrès était renvoyée au 20 novembre et l'installation du futur président au 1^{er} décembre. Le régime provisoire se trouvait ainsi consacré pour trois grands mois encore. De plus, le gouvernement appelait le suffrage populaire à se prononcer directement sur diverses réformes constitutionnelles dont l'initiative aurait dû être réservée au congrès; dans le nombre figuraient la création d'une seconde chambre et le droit de veto conféré

au président. Enfin, les dispositions prises pour le vote étaient telles que le décret devenait en fait une loi électorale toute nouvelle élaborée pour les besoins du moment. Il prononçait arbitrairement des exclusions qui réduisaient le scrutin à un pur simulacre en faisant par avance des candidatures officielles une sorte de carte forcée. A part les simples soldats, quiconque avait adhéré d'une manière active à l'empire demeurerait frappé d'incapacité électorale et à plus forte raison élective. La détermination d'empêcher que le pouvoir exécutif sortit des mains qui le détenaient se révélait dans chacun des articles.

Telles furent la surprise et l'indignation, qu'il ne se rencontra pas dans toute la presse un seul journal pour prendre la défense de ce décret. Le gouvernement en fut réduit à se faire l'avocat de sa propre cause dans un manifeste publié quelques jours après et qui aurait pu s'appeler plus exactement un mémoire justificatif. Mais le commentaire ne fut pas mieux accueilli que l'acte lui-même. La junte patriotique de Mexico y répondit par une circulaire aux électeurs dans laquelle on lisait :

« ... Une fois les envahisseurs du territoire mexicain disparus, les facultés extraordinaires ont cessé immédiatement d'exister. Dans cette conjoncture, le gouvernement, qui n'a d'autre origine que le décret du 8 novembre 1863, n'a pu

« élever la voix que pour restituer au peuple les pouvoirs que celui-ci lui avait autrefois confiés constitutionnellement.

« Les limites assignées à un gouvernement légitime ont été rompues par un gouvernement de circonstance. S'il trouvait des complices dans certains électeurs ; si d'autres se laissaient entraîner par surprise ; si l'influence du pouvoir altérait les votes ; si enfin, ce qui nous espérons n'arrivera pas, les réformes devenaient une réalité conformément à l'acte de convocation, loin de voir dans cette énormité la sanction du peuple, le peuple lui-même déclarerait immédiatement qu'il s'est produit un bouleversement public, par suite de l'établissement d'un gouvernement contraire aux principes démocratiques et progressistes. »

La plupart des conseils municipaux protestèrent par des délibérations conçues dans le même sens. Celui de Puebla entre autres, vota les résolutions suivantes :

1° Protester contre ledit acte, comme attentatoire au pacte fondamental ;

2° Demander son abrogation, en même temps que la démission du ministère qui a ainsi démerité de la confiance publique ;

3° S'opposer moralement à la mise à exécution du décret, dans le cas inadmissible où le gouvernement insisterait.

Le *Monitor republicano* ne craignit pas de qualifier ce qui se passait de calamité publique.

Quand des gouvernants encourent un pareil désaveu de la part de l'opinion et des corps constitués eux-mêmes, il se peut que la victoire leur reste grâce aux moyens d'action qu'ils ont faussés à leur profit ; mais cette victoire est toujours remportée au détriment de l'avenir du pays. Au lieu de lui donner la stabilité, elle lui prépare la révolution.

Dans le discours prononcé par Juarez à l'ouverture du nouveau Congrès, on trouve cette phrase : « L'exécution de Queretaro a été nécessaire par les plus graves motifs de justice, par le besoin impérieux d'assurer la paix à venir et de mettre un terme aux convulsions intestines et à toutes les calamités dont la guerre a affligé notre société. » Ni Juarez ni M. Lerdo n'étaient plus en droit de parler ainsi, car ils venaient eux-mêmes de semer le germe de nouvelles discordes civiles. Le premier s'était fait réélire président de la république par 7,422 votes sur 10,380 suffrages exprimés ; le second se voyait proclamer chef de la cour suprême¹, grâce à une majorité relative de 3,874 voix que le congrès changeait en majorité définitive. Mais ils avaient acheté ce maigre triomphe électoral au prix de la paix qu'ils

1. La présidence de la cour suprême entraînait avec elle la vice-présidence de la république.

revendiquaient l'honneur d'avoir assurée à jamais. Derrière les protestations soulevées par les moyens qu'ils avaient employés pour rester en possession du gouvernement, devaient venir les *pronunciamientos* et la résurrection de la guerre civile.

Tous deux manquèrent de clairvoyance et de désintéressement ; tous deux oublièrent que certaines œuvres, à un moment donné, appellent d'autres ouvriers que ceux qui en ont jeté les fondements. Les grandes évolutions politiques sont de ce nombre. L'intensité de l'effort qu'elles exigent, le poids des responsabilités qu'elles accumulent usent les hommes qui ont eu les premiers à en supporter le fardeau. Le rôle de ceux-ci finit le jour où commence l'avenir qu'ils ont préparé. Ce jour-là, ils doivent savoir s'effacer et faire place à des continuateurs nouveaux.

La faute de Juarez et de son ministre fut d'autant plus impardonnable que la voix publique leur donnait tout haut l'avis de la retraite et leur désignait un successeur qui ne pouvait leur être suspect. Le général Diaz avait été l'un des adversaires les plus constants, les plus résolus, les plus efficaces de l'intervention et de l'empire. Il offrait l'avantage de n'avoir exercé son action que sur le terrain militaire, de n'avoir par conséquent contre lui ni les rivalités que soulève une longue possession du pouvoir, ni les ressentiments qu'enfantent et amassent les actes de rigueur commandés par la politique emportée des jours de lutte. La part

considérable qu'il avait prise à la victoire lui constituait le plus solide de tous les titres à la confiance des vainqueurs. La modération dont il avait donné des preuves et des gages réitérés lui assurait la docilité et plus tard l'adhésion des vaincus. Il personnifiait le triomphe de la cause nationale dans ce qu'il avait de plus glorieux et de plus pur; il personnifiait l'oubli des dissensions passées dans ce qu'il avait de plus nécessaire. Il était assuré de l'obéissance de l'armée et du respect de tous les partis. Il réunissait ainsi au plus haut degré les conditions que demande le lendemain d'une commotion violente pour rétablir l'union, le calme et la légalité.

Son avènement à la présidence, à ce moment, eût fermé pour longtemps, pour toujours peut-être, l'ère des révolutions au Mexique. L'acclamation presque unanime qui l'y portait lui eût donné cette force de la popularité spontanée que rien ne remplace chez un chef de gouvernement. Sa fermeté et sa sagesse éprouvées auraient fait le reste. En lui barrant le passage, pour obtenir une prolongation éphémère de leur propre règne, contre les vœux évidents de la nation, Juarez et M. Lerdo frustrèrent leur pays des fruits de l'indépendance qu'il venait de reconquérir et le vouèrent à de nouvelles agitations. Le premier mourut à temps pour ne pas être renversé par l'insurrection qui grondait autour de lui; le second ne recueillit la succession présidentielle qu'il avait tenu à se pré-

parer que pour se la voir bientôt arracher des mains. Il devait leur arriver ce qui arrive à tout gouvernant qui dépasse la juste mesure de sa mission. Aveuglés par un sentiment exagéré des droits que leur conféraient les services rendus, ils avaient semé la résistance à la volonté nationale; ils récoltèrent la révolution.